

## ÉPHÉMÉRIDE

**14 MARS**

Secrétariat national SNESUP-FSU.

**15 MARS**

Journée mondiale contre la précarité dans l'ESR.

**15 ET 16 MARS**

Stage FSU – Europe et politique migratoire.

**16 MARS**

Commission administrative SNESUP-FSU.

**16 ET 17 MARS**

• Journées intersyndicales femmes.

• Rue 2017.

**19 MARS**

Marche pour la justice et la dignité.

**21 MARS**

Cneser – Commission permanente.

**21 ET 22 MARS**

Conseil délibératif fédéral national (CDFN).

**22 MARS**

Cneser accréditations – Bourgogne Franche-Comté.

**23 MARS**

• Stage FSU – Fiscalité.

• Conseil supérieur de l'éducation (CSE).

• Secrétariat national SNESUP-FSU.

• Réunions des secteurs **Communication** et **Recherche**.

**28 MARS**

Bureau national du SNESUP-FSU.

**29 MARS**

Journée universités fusionnées – Bilan et mode d'action.

**29 ET 30 MARS**

Stage FSU – Formation de délégué.e.s du personnel dans les instances d'action sociale.

**30 MARS**

• Journée de mobilisation pour les retraites.

• Réunion des secteurs **Service public** et **Vie syndicale**.

**3 AVRIL**

Bureau délibératif fédéral national (BDFN).

**4 AVRIL**

Secrétariat national SNESUP-FSU.

**5 AVRIL**

Réunion du secteur **Situation des personnels**.

**6 AVRIL**

Commission administrative SNESUP-FSU.

**11 AVRIL**

Secrétariat national SNESUP-FSU.

**13 AVRIL**

Réunion du secteur **Formations**.

## MISSION IE-CSEE à ANKARA

# Retour de Turquie



Conférence de presse, en présence des membres du CSEE et du président d'Eğitim-sen, Kamuran Karaca (2<sup>e</sup> à partir de la gauche).

Les 27 et 28 février, le SNESUP-FSU a participé à une mission du Comité syndical européen de l'éducation (CSEE) à Ankara, en soutien au syndicat de l'éducation Eğitim-sen et à la Confédération des syndicats de fonctionnaires (KESK) : de nombreux membres de ces organisations et de leurs directions nationales et locales ont été radiés de la fonction publique depuis la tentative de coup d'État du juillet 2016 ; la secrétaire générale d'Eğitim-sen, Sakine Eren Yılmaz, est aujourd'hui réfugiée en Allemagne. Des rencontres ont été organisées avec des ambassades – Allemagne, Danemark, France, Pays-Bas – et avec la délégation de l'Unicef – la Turquie accueille plus de 2,8 millions de réfugiés, dont plus de 1 million d'enfants.

Parmi les 146 124 universitaires de Turquie, 7 809 ont été radiés\*, soit plus de 5 %. Ils en ont été informés par la publication sur le site du gouvernement de décrets-lois (permis par l'état d'urgence) accompagnés de listes sur lesquelles figurent leurs noms. Ces collègues perdent leurs revenus ainsi que tout accès aux emplois publics. Trouver un travail dans le secteur privé devient alors extrêmement difficile ; en effet, leur situation de personnel radié est rendue publique et la peur règne. Leurs passeports sont confisqués et parfois ceux de membres de leur famille. Cent jours après leur radiation, ils perdent tout droit à la Sécurité sociale et à sa branche santé. L'ensemble du secteur de l'enseignement est victime de la répression : environ 33 000 personnes radiées sur 852 000 enseignants (près de 4 %). La purge touche encore davantage la justice, la police et l'armée. Les journaux constituent une autre cible majeure.

Le 16 avril 2017, les citoyens turcs seront appelés à s'exprimer par référendum sur des amendements de la Constitution légalisant un régime de type dictatorial où, dans les mains du président de la République, qui pourra rester chef de parti, seront concentrés le pouvoir exécutif (nomination des vice-présidents et des ministres – le poste de Premier ministre est supprimé –, nomination des hauts fonctionnaires et des recteurs d'université, droit d'instaurer l'état d'urgence, seul et sans contrôle parlementaire, etc.) et des compétences législatives et judiciaires majeures.

Eğitim-sen et la KESK appellent au développement des relations entre l'Europe et la Turquie, de personne à personne et d'organisation à organisation. De nombreuses missions syndicales européennes en Turquie sont programmées d'ici au référendum du 16 avril, dont celle des confédérations françaises. ●

*Marc Delepoue, responsable du secteur International*

(\*) Chiffres de l'Ambassade de France.